

PIERRE MILOT

Université du Québec à Montréal

La rhétorique technoscientiste du discours postmoderne

En aristotélien conséquent de son époque, saint Thomas écrivait, dans sa *Somme théologique*, que « tous les êtres qui relèvent de la providence divine sont soumis à la règle et à la mesure de la loi éternelle » : il soumettait ainsi *la règle à suivre* du savant et *la règle à mesurer* de l'ingénieur aux « raisons éternelles » descendues du ciel pour aider les hommes à construire les cathédrales qui leur permettaient d'entendre la voix des anges. Encore aujourd'hui, les techniciens du son numérique n'en reviennent pas en écoutant les chœurs de Thomas Tallis *unplugged*.

Dans « Réflexions sur l'acier », un texte publié en 1937, Paul Valéry posait d'entrée de jeu la question suivante : « Que serions-nous sans l'acier ? ». Et il terminait sa réflexion (parue dans *La Revue de l'Acier*) par la formule qui suit : « Considérons l'ensemble des actions que l'homme peut exercer, ou vouloir exercer, sur le milieu dans lequel il vit, et parmi elles, toutes celles à quoi ses propres moyens directement appliqués ne suffisent pas. Il accomplit celles-ci en faisant agir la matière sur la matière. Il leur a donné des noms. Si donc nous concevons un dictionnaire, nous y trouverons à l'état de verbes une collection de mots qui désignent quantité de modifications matérielles des plus

diverses. Regardant alors aux sujets possibles de ces verbes véritablement actifs, nous constaterons que la majorité des propositions que nous pourrions forger exige ou implique l'existence d'objets d'acier. Si l'acier n'existait pas, combien de ces verbes n'auraient pas été créés. L'acier affûte, coupe, fend, fraise, lie, lime, perce, pince, rabote, scie, taraude, vrille ; il vibre, il s'aimante ; il se tend et se détend ; contient, retient, soutient¹... »

Valéry, en moderne qu'il était, et doté d'une culture scientifique et technique qui l'autorisait à faire de la sémantique historique tout autant que de la philosophie du langage, aurait été de ceux qui, de nos jours, sont en mesure de suivre le passage du mot « crise », de la nosographie mentale du XVII^e siècle à l'économie politique du XVIII^e siècle². Ou encore de formuler des phrases du genre : « Un être ne peut pas avoir de pensée s'il n'est pas l'interprète du discours d'un autre », comme on en trouve dans les travaux de Donald Davidson³.

Je repose à mon tour sa question, mais en l'adaptant au regard de notre actualité : « Que serions-nous sans les nouvelles technologies ? » Comme Valéry, je constate que la majorité des propositions forgées par le discours social des années 1990 implique l'existence d'objets arrimés aux nouvelles technologies. Mais il ne me viendrait certainement pas à l'esprit d'écrire, comme l'auteur d'un récent ouvrage, que « le post-modernisme est un appel à la réorientation de notre manière de penser en fonction des *réalités* technoscientifiques contemporaines, plutôt qu'en fonction des utopies du XVIII^e siècle⁴ ».

Avant de discuter de la structure binaire de cette phrase, je voudrais rappeler, parce qu'il me semble que cela a été quelque peu oublié depuis, que la querelle sur

le postmodernisme, du moins la querelle parisienne, a été amorcée par la critique de Jean-François Lyotard adressée à Jürgen Habermas, à propos de la légitimation du savoir scientifique, dans le désormais célèbre *La Condition postmoderne*, et dont le premier chapitre avait précisément pour titre : « Le savoir dans les sociétés informatisées ». Ainsi, avant de devenir un débat relevant de la théorie esthétique et d'envahir, entre autres, le champ des études littéraires, cette discussion a eu pour objet la philosophie des sciences et des techniques et plus particulièrement l'épistémologie, puisque ce que Lyotard entendait critiquer chez Habermas (à partir de son livre *Connaissance et intérêt*), c'était sa méconnaissance de « la remise en cause du paradigme général du progrès des sciences et des techniques ». Opposant l'école systémique de Talcott Parsons au principal « héritier » de l'école de Francfort (Habermas), Lyotard ne proposait rien de moins que leur double invalidation. Mais je m'arrête ici, car mon propos n'est pas de reprendre les termes de cette disputation entre membres du haut clergé mais bien d'examiner sa retransduction doxique et sa ritualisation liturgique par certains membres du bas clergé.

Commençons par faire quelques remarques à propos du livre dont la phrase énoncée précédemment est issue. D'abord, il s'agit d'un petit ouvrage paru en 1995 dans la collection « Boréal Express » (sorte de « Que sais-je ? » québécois) des Éditions du Boréal et dont l'auteur est Yves Boisvert (que la quatrième de couverture présente, de façon cursive, comme politologue).

L'éditeur explique que le livre vise à « exposer le plus clairement possible la vision du monde postmoder-

niste » et il prévient d'emblée l'acheteur virtuel (le lecteur éventuel), comme il se doit dans ce genre de collection didactique où la rhétorique publicitaire est chevillée à l'argument d'autorité, il le prévient, donc, que « l'expansion de la pensée postmoderniste n'a pas été sans provoquer chez les intellectuels un débat orageux qui est souvent venu fausser la perception que l'on pouvait avoir de cette pensée et en masquer la complexité ».

Quant à l'auteur, il ne manque pas lui non plus, dans l'introduction de son ouvrage, de proclamer que des « simplifications ont voilé l'important cheminement du mouvement postmoderniste », ce qui a eu pour effet que le caractère complexe et hétérogène de cette pensée a été négligé : c'est ainsi que les adversaires du débat se sont cantonnés chacun dans leur camp respectif et que cette « inflation des discours a vidé les concepts de leur sens coutumier » (p. 10).

Le lecteur (parce qu'à ce stade, on suppose que le consommateur averti est devenu lecteur en acte) peut donc s'attendre à trouver, dans les cinq chapitres qui composent le petit livre, une étude méthodique (bien que vulgarisée) de ce que l'auteur appelle le « mouvement postmoderniste ».

En fait, il n'en sera rien. L'ouvrage en question, tant dans sa dimension institutionnelle que dans sa dimension discursive, relève plutôt de ces innombrables pamphlets analysés par Robert Darnton dans *Gens de lettres, gens du livre* ou de ces innombrables brochures étudiées par Marc Angenot dans *L'Utopie collectiviste*⁵. L'auteur se comporte en effet à l'égard des principaux protagonistes du débat intellectuel sur le postmodernisme comme ces publicistes du milieu du XVIII^e siècle engagés par la

Société typographique de Neuchâtel pour attirer l'attention de *l'opinion publique* sur les philosophes des Lumières, ou comme ces militants de la fin du XIX^e siècle engagés dans la cause socialiste pour faire la propagande de la Deuxième Internationale.

En effet, prenant prétexte de produire « une étude approfondie » qui permettrait de s'arrêter « aux traits qui rassemblent ces différents penseurs et non à ceux qui les séparent », l'auteur se livre à un véritable plaidoyer : plaidoyer débridé où des assertions imputées (de façon souvent contradictoire) à Lyotard, Scarpetta, Lipovetsky, Maffessoli, Baudrillard et Vattimo sont amalgamées dans un solipsisme aporétique (braqué contre le parti des modernes : Habermas en tête) ; plaidoyer enthousiaste axé sur une hypotypose visant à montrer le caractère inévitable du postmodernisme comme alternative à la modernité.

Ici, je m'arrête encore un instant, car j'anticipe l'objection qu'on pourrait me faire. J'entends des voix me dire que les noms de Desfontaines, Fréron et Chaumeix (ce dernier étant l'auteur de huit volumes réunis sous le titre *Préjugés légitimes et réfutation de l'Encyclopédie*) sont aujourd'hui oubliés, et que le nom de Nonotte (l'auteur d'un ouvrage au titre indélébile : *Les Erreurs de Voltaire*) n'est connu que des exégètes ; d'autre part, les polémiques doctrinaires entre Kautsky et Bernstein à propos du « socialisme scientifique » n'intéressant plus guère de nos jours que les spécialistes (ou les trotskystes de la Quatrième Internationale), pourquoi, donc, faudrait-il porter attention à un petit livre rédigé par un héritier contemporain de l'abbé Le Senne (c'est-à-dire à un « pauvre diable » et à sa « basse littérature », pour parler comme Voltaire) ? Avec toute la modestie qui

s'impose, je ne puis que répondre : pour faire comme Darnton et Angenot.

Mais les voix ne me lâchent plus et l'une d'elles m'accuse même de fatuité : car, dit-elle, contrairement à mes deux modèles, qui eux s'intéressent aux XVIII^e et XIX^e siècles avec le recul historiographique nécessaire à une telle objectivation, à partir de quelle légitimité intellectuelle puis-je ainsi me permettre de parler à l'extérieur de la *doxa* de mon époque ? Je serais bien en peine de répondre à cette voix malveillante, mais par ailleurs je saurais fort bien comment argumenter à l'égard de cette autre m'interrogeant sur ma prétention à prendre parti pour le « projet inachevé de la modernité » plutôt que pour le « mouvement postmoderniste ». D'abord, il me faut faire remarquer que cette opposition binaire, exposée précédemment, entre les « réalités technoscientifiques contemporaines » et les « utopies du XVIII^e siècle », ne relève pas d'une conception postmoderniste de l'espace et du temps mais d'un usage rhétorique de la logique aristotélicienne qui n'a de cesse d'opposer un paradigme et son contraire à même la série de *topoi* qui fondent le discours social.

Et pour comprendre le socle rhétorique sur lequel repose le discours actuel des « nouvelles technologies », mieux vaut partir des travaux qui nous éclairent sur la modernisation des discours scientifiques et techniques (et sur la professionnalisation de leurs locuteurs), plutôt que de voir cela à travers les fenêtres du ciel performatif qui poussent Boisvert à l'extase : « Le savoir postmoderne a donc des visées pragmatiques ; il s'abreuve aux importantes banques de données fournies par l'informatique et cherche à voir quels liens ou connexions sont possibles entre deux *a priori* distincts, pour

créer des solutions nouvelles à des problèmes anciens. Le seul critère d'évaluation du savoir étant l'efficacité, cette transmutation de la valeur cognitive annonce le règne de la *performativité* au détriment de la *normativité* » (p. 48). Encore une fois, Valéry, qui en son temps avait réfléchi à ce genre de fluctuations célestes, aurait considéré cela comme *l'indication d'une politique de l'esprit*.

Il avait d'ailleurs à cet égard une formule bien frappée dont il faisait un usage récurrent, en la modifiant légèrement d'un texte à l'autre, et qui pouvait se lire comme suit : « Je pense que l'événement le plus neuf, le plus riche *en conséquences reconnaissables dans notre vie présente* et universellement ressenties qui se soit passé entre 1789 et 1815, n'est peut-être pas le grand drame du type historique traditionnel que constituent la Révolution et l'Empire [...] L'événement le plus important de la période comprise entre 1789 et 1815 est l'invention de la pile et la découverte du courant électrique par Volta en 1800⁶ ». (Il lui arrive de varier et de citer Ampère et Faraday.) Il aimait bien aussi se moquer des artistes romantiques qui s'indignaient des « brutales opérations de l'ingénieur sur les paysages ». Mais il ne faudrait pas savoir ce que penser veut dire pour faire de Valéry un postmoderne de son époque : en rationaliste qu'il était, il aurait esquissé un sourire narquois d'apprendre que « la prééminence du doute dans la réflexion postmoderne vient invalider la notion moderne du dépassement » et qu'avec le doute « croît la réévaluation, c'est-à-dire la volonté d'appréhender autrement un phénomène⁷ », ce que tout le monde sait depuis Bacon et Descartes (sinon depuis les savants et les ingénieurs florentins du XVI^e siècle).

De même, si Valéry critiquait l'histoire comme discipline, ce n'était certes pas pour invoquer « la fin de l'historicité », mais pour regretter le manque de scientificité de la discipline. Et parlant de Descartes et de Bach, il posera les conditions de possibilité de leurs carrières tardives comme relevant de « l'absence de précision dans les définitions sociales de leur époque ». Ce à quoi la sociologie des sciences et la sociologie de l'art n'ont rien à redire. Il est vrai, par contre, qu'elles le disent avec passablement moins d'élégance.

Le genre de syncrétisme rhétorique dont le texte de Boisvert est fabriqué (de même que le degré de confusion argumentative dont il est atteint) n'aurait aucun intérêt à être saisi dans ses figures perlocutoires si, encore une fois, il n'indiquait pas quelque chose de la situation intellectuelle dans laquelle nous sommes plongés : *massive attack* du discours de la rationalité technoscientiste contre les *logoi* de la rationalité réflexive. La science et la technique, que la philosophie grecque avait séparées, que la Renaissance italienne avait associées et que l'industrie anglaise avait transformées en révolution, sont confrontées à la régulation managériale des entreprises du sud-est asiatique qui souffle sur les murs des universités comme sur un *cimetière marin* : ainsi, en 1994, au Québec, « la science » est passée du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Science au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

Mais ce *cimetière marin* est une métaphore (une figure doucement expressive placée au milieu d'une phrase animée et très décidée), qui n'implique aucun idéologue du genre : « le naufrage de l'université ». L'historicité des universités comme institutions et la rationalité

des disciplines comme discours constituant, dans le champ intellectuel, la meilleure politique de l'esprit qu'on puisse dresser contre les impératives manœuvres de la rationalisation administrative (la cage de fer de Max Weber). Ceux (comme Michel Freitag, présenté récemment par son éditeur comme « le sociologue et le philosophe par excellence de la société postmoderne⁸ ») ceux, donc, qui cherchent à opposer une nouvelle hétérodoxie ontologique à l'orthodoxie technocratique régnante (dont le livre de Boisvert fait la promotion performative), ceux-là risquent de réanimer la romantique topique (chère à Schelling) d'une « résurrection de la nature déchue ».

Voici que les voix reviennent (vous les aviez oubliées ? moi aussi !), et qu'elles refusent de s'apaiser : tout compte fait, me disent-elles, le postmodernisme ne serait que l'écran linguistique du néo-libéralisme (à l'heure de la mondialisation des marchés dont l'expansion internationale de SNC-Lavalin est le paradigme), rien de moins que la nouvelle idéologie fomentée par les adeptes du monétarisme disséminés tant dans la haute fonction publique que dans le champ intellectuel ? Et tout ce que j'ai tenté de dire jusqu'à présent se résumerait, en somme, à une retraduction de la théorie marxiste des rapports entre superstructure et infrastructure ? En effet, je me suis volontairement abstenu d'inférer ce texte au contexte proprement politique et économique : plutôt que de « conjoncture », je me suis préoccupé de *conjecture*. Boisvert a pourtant consacré tout un chapitre de son livre à faire l'apologétique de la « démocratie postmoderne » (comme d'autres, à une autre époque, ont fait celle de la « démocratie populaire ») et à constater « le déclin de l'État-providence »,

allant jusqu'à lui opposer « l'État minimal de Lyotard ». Mais comme je l'ai déjà dit, ce qui m'a intéressé dans le pamphlet de ce publiciste, c'est ce qu'il révélait de l'état du discours social et de l'économie des échanges linguistiques en ces années 1990.

Toutes choses étant égales, le postmodernisme de Boisvert n'est pas sans faire penser au corporatisme du père Émile Bouvier, ce jésuite québécois dont l'histoire n'a pas retenu le nom et qui, comme l'abbé Le Senne, n'a pas laissé d'œuvre, mais qui s'est fait le propagandiste du corporatisme dans le champ intellectuel et dans le milieu des affaires francophones des années 1940. Tout en rédigeant une série d'articles dans la revue *Relations*, inspirés par les thèses de l'économiste autrichien Schumpeter (installé à Harvard) et ayant pour objectif de défendre la cause du corporatisme, il a participé, en 1943, à la fondation de l'Association professionnelle des industriels, une association dont le but inavoué était de réunir les chefs d'entreprises et les syndicats catholiques dans une organisation militante⁹. Ce qui caractérisait l'axiomatique de ces articles, c'est précisément qu'ils reposaient sur la rhétorique d'un syncrétisme doxique qui permettait à Bouvier d'associer le libéralisme économique et les assurances sociales dans un « projet corporatiste » et d'opposer la division fordienne du travail industriel à la régulation keynésienne du travail social¹⁰.

Ainsi, tout ce qu'a écrit Valéry sur la science et la technique de son époque pourrait être analysé à l'aune des positions politiques « de droite » prises par l'auteur de *Regards sur le monde actuel*, depuis sa posture antidreyfusienne jusqu'à sa réponse au discours de réception du maréchal Pétain à l'Académie française (1931).

Mais on pourrait alors montrer qu'en dépit de pulsions réactionnaires, Valéry a esquissé une sociologie du champ technoscientifique des années 1930 qui ferait apparaître la rhétorique technoscientiste du discours postmoderne des années 1990 pour ce qu'elle est dans ses énoncés performatifs et dans son sacerdoce : une régression scolastique de la réflexivité argumentative en histoire des sciences et des technologies modernes.

Notes

1. P. Valéry, « Réflexions sur l'acier », *Vues*, Paris, La Table ronde, coll. « La petite vermillon », 1948, p. 68-69.
2. Voir Georges Benrekassa, « Lexique médical, vocabulaire dramatique, métaphore politique : la notion de crise au XVIII^e siècle en France », *Le Langage des Lumières. Concepts et savoir de la langue*, Paris, P.U.F., coll. « Écriture », 1995, p. 23-24.
3. Voir Donald Davidson, « Pensée et discours », *Enquêtes sur la vérité et l'interprétation*, Nîmes, Éditions Jacqueline Chambon, 1993, p. 231.
4. Yves Boisvert, *Le Postmodernisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 1995, p. 34
5. Voir Robert Darnton, *Gens de lettres, gens du livre*, Éditions Odile Jacob, coll. « Points », 1992 ; Marc Angenot, *L'Utopie collectiviste. Le grand récit socialiste sous la Deuxième Internationale*, Paris, P.U.F., coll. « Pratiques théoriques », 1993.
6. P. Valéry, « Vues personnelles sur la science », *op. cit.*, p. 45.
7. Y. Boisvert, *op. cit.*, p. 46.
8. Voir Michel Freitag, *Le Naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*, Montréal/Paris, Nuit Blanche/La Découverte, 1995. Sur l'expansion du postmodernisme dans le champ universitaire américain, voir David Simpson, *The Academic Postmodern. A Report on Half-Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995.
9. Voir Yves Vaillancourt, « À Québec, une stratégie non-interventionniste de résistance à la construction de l'État-providence », *L'Évolution des politiques sociales au Québec (1940-1960)*, Montréal, P.U.M., 1988, p. 119-143.

10. Sur la place des assurances sociales dans la genèse de l'État-providence, voir François Ewald, *Histoire de l'État-providence*, Paris, Le Livre de poche, coll. « Biblio-Essais », 1996.